

55339



9



Distr. : GENERALE
30 août 2001

Original: Français

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième réunion du Comité de l'information
pour le développement

Addis-Abeba, (Ethiopie)
4 -7 septembre 2001

RAPPORT SUR LES ACTIVITES STATISTIQUES

BENIN

BENIN

RAPPORT DU BENIN A LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE L'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CODI) SOUS- COMITE DE LA STATISTIQUE

Présenté par Monsieur Maurice Dossou BANKOLE
Directeur Général de l'Institut National de la Statistique Économique
(I.N.S.A.E.)

A. ORGANISATION DU SYSTEME STATISTIQUE AU BENIN.

Le Conseil National de la Statistique (CNS) au Bénin, est chargé de :

- définir et promouvoir l'activité statistique et l'information socio-économique et de les centraliser au niveau de l'Etat ;
- aider au développement des activités statistiques des services, organismes publics et semi-publics ;
- définir le programme des études et enquêtes statistiques ;
- coordonner les études et enquêtes statistiques des organismes privés ou internationaux se déroulant au Bénin ;
- aider au développement de l'information ;
- veiller au respect de l'obligation du secret professionnel en matière statistique.

Le Conseil National de la Statistique a été créé par l'ordonnance 73-72 du 16 Octobre 1973. La loi 99-014 du 12 Avril 2000 est la législation qui la régit actuellement. Elle dispose que le Conseil National de la Statistique a pour organes l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE) et les systèmes statistiques des ministères et des départements. La loi fait l'obligation d'un visa préalable délivré par le Directeur Général de l'INSAE pour toute enquête ou étude statistique ou socio-économique des services publics et des organismes internationaux devant avoir une portée sur au moins une commune ou un département du Bénin. Une simple information adressée à l'INSAE est requise dans les autres cas. La composition du Conseil National de la Statistique vise à y faire représenter les structures productrices des statistiques ainsi que les utilisateurs. Des dispositions pénales sont prévues en vue d'assurer l'obligation de réponse non-erronnée aux enquêtes revêtues du visa du CNS et garantir le secret statistique pour les renseignements individuels fournis.

L'ordonnance 73-72 avait aussi permis la création de l'INSAE et avait défini son organigramme. La loi 99-014 quant à elle définit et fixe seulement les missions de l'INSAE et en fait un établissement public à caractère scientifique et technique qui assure le secrétariat du CNS.

Les statuts de l'INSAE adoptés par décret N° 97-168 du 07 Avril 1997 ont révisés l'organigramme dans le sens d'assurer une plus grande autonomie administrative et financière à l'Institut. L'INSAE comprend cinq (5) directions techniques et une (1) direction administrative et financière. Les systèmes statistiques des ministères sont régis par des arrêtés ministériels ou interministériels, tandis que les services statistiques relèvent des textes ou décrets organisant les ministères. Aucune tutelle de l'INSAE n'est exercée sur les autres organes du Conseil National de la Statistique, les relations sont dans le sens de conseil et de la coordination de l'activité statistique nationale.

B. LES RELATIONS UTILISATEURS -PRODUCTEURS DU SYSTEME STATISTIQUE DU BENIN.

Le Conseil National de la Statistique est l'instance formelle de coordination et de concertation au niveau central du système statistique du Bénin. Les relations utilisateurs-producteurs sont très peu formalisées. Il faut mentionner au niveau sectoriel le système

National d'Information et de Gestion Sanitaire (SNIGS), le système National intégré des Statistiques Agricoles (SNISA), regroupent des producteurs des statistiques et des décideurs et utilisateurs desdites informations. La planification de l'éducation donne lieu à différentes réunions ou concertations qui permettent la relation utilisateurs et producteurs de statistiques de l'éducation. Un comité National du Recensement et des comités locaux de Recensement sont mis en place à l'occasion de l'organisation de chaque recensement général de la population. Un Comité National de Politique Économique (CNPE) existe comme dans l'ensemble des états de l'UEMOA. Dans le cadre des manifestations des journées africaines de la statistique et de l'Information, la parole est donnée aux utilisateurs pour faire part aux utilisateurs de leur besoin ou de leur satisfaction.

En matière de communication des séminaires de dissémination ou des ateliers de validation sont organisés à l'issue de grosses opérations statistiques en vue de faire connaître l'essentiel des résultats statistiques. Les utilisateurs sont particulièrement visés pour ces manifestations. Le Retro-SNIGS est un bulletin d'information du Système National d'Information et de Gestion Sanitaire (SNIGS) qui permet d'informer trimestriellement tous les acteurs du système de santé sur les tendances épidémiologiques et statistiques suivies par le SNIGS. Une tentative de créer un bulletin du Conseil National de la Statistique (CNS) est en cours de gestation depuis deux ans, mais n'a pas encore été concrétisée. Toutefois il est envisagé de disposer d'une page WEB pour le CNS.

C. LES ACTIVITES STATISTIQUES AU BENIN.

Au cours de dix dernières années, le Bénin a organisé :

- Le deuxième recensement général de la population et de l'habitation RGPH2,
- La première enquête Démographique et de Santé,
- 10 éditions de l'enquête légère après ELAM (rythme annuelle avec différents volets spécifiques)
- l'enquête Dépense des Ménages UEMOA dans les principales agglomérations (Cotonou pour le Bénin)
- une enquête migration en milieu urbain,
- 2 éditions de l'enquête sur les Conditions de Vie en Milieu rural (ECVR),
- enquête sur les déterminants du VIH/SIDA dans 4 villes africaines (dont Cotonou),
- 2 éditions du Programme d'Eudes et d'enquêtes sur le secteur informel (PEESI).

Les activités statistiques les plus courantes touchent les relevés de prix et l'indice des prix à la production en milieu urbain publiés à rythme mensuel, les statistiques du commerce extérieur avec la publication d'état annuels et semestriels, les statistiques agricoles, les comptes économiques, les statistiques scolaires, les statistiques sanitaires. Une immatriculation des entreprises est faite par l'INSAE et permet la mise à jour d'un répertoire des entreprises dénommé SATUNE (Système Automatisé Unique d'Immatriculation des Entreprises). Une compilation des données sociales est publiée annuellement dans un Tableau de Bord Social (TBS) tandis qu'un bulletin statistique semestriel et un annuaire statistique sont publiés.

Le troisième recensement général de la population et de l'habitation est en cours de préparation, sa phase cartographique a commencé depuis le mois de Mai 2001, le dénombrement étant prévu pour février 2002. Une deuxième enquête Démographique et de Santé se déroule actuellement et s'achèvera en Novembre 2001. L'enquête 1.2.3. sur l'emploi dans le secteur Informel démarrera sous peu ; la phase d'énumération en vue de la constitution de la base de sondage est en cours actuellement.

Les activités futures dans le domaine de la comptabilité nationale visent à l'utilisation du SCN 93 avec l'implantation du module BRE-TES qui permet à échéance de décembre 2002 d'élaborer les comptes pour l'année de base 1999 et pour l'année 2000. Les travaux seront poursuivis dans le sens de l'élaboration avec cet instrument des comptes de l'année n à échéance de l'année $n + 1$. Une tentative d'élaboration des comptes par région a été tentée et sera poursuivie. L'INSAE envisage la publication à rythme trimestriel d'un indice de la production industrielle et d'un indice du chiffre d'affaire, de même que des investigations auprès des ménages sont prévues dans le cadre de l'observatoire du Changement Social (OCS) qui devra appuyer le suivi de la stratégie de réduction de la pauvreté.

D. BREF APERCU SUR LES ENQUETES AUPRES DES MENAGES. DEVIS ET PERSPECTIVES.

Dans les années 80, le Bénin a participé au Programme Africain de Dispositif Permanent d'Enquête auprès des Ménages (PADEM), mais malheureusement seules les opérations dont le financement étaient assuré à la conception du programme national ont été exécutées, il s'agit de : l'Enquête Nationale Démographique (END) avec un volet Enquête Fécondité au Bénin (partie de l'Enquête Mondiale de Fécondité) et l'Enquête Budget Consommation au Bénin (EBC). Au début des années 90 alors que le Bénin s'apprêtait à participer au cycle des enquêtes, Dimensions Sociales de l'Ajustement (DSA devenu plus tard DSD) de la Banque Mondiale ; des critiques des différents partenaires ont conduit à concevoir une enquête légère auprès des ménages (ELAM) modulable selon les éditions ; un tel dispositif n'a pas pris en compte toutes les préoccupations d'informations sur les ménages mais a permis de mettre en place un dispositif d'observation du changement social en milieu urbain qui sera complété par un dispositif d'observation sur le milieu rural. Les préoccupations sur le suivi de la lutte contre la pauvreté reposent aujourd'hui le problème d'avoir un dispositif permanent de suivi des Conditions de Vie des Ménages. La question aujourd'hui est que sera l'observatoire du changement social du Bénin (OCS).

E. PRATIQUES EN MATIERE DE DIFFUSION DES DONNEES .

Le Bénin vient de souscrire pour participer au SGDD (Système Général de Diffusion des Données) et des métadonnées ont été élaborées conformément aux cadres recommandés par le FMI. Les publications de l'INSAE sont disponibles à sa documentation ouvert au public. Les publications périodiques sont envoyées à titre gratuit à une liste de demandeurs, mais peuvent s'acquérir à la documentation. Des annonces publicitaires ne sont pas faites en général pour les publications. Toutefois lors des disséminations les reportages des médias constituent des moyens pour faire connaître les produits statistiques disponibles.

F. QUI SONT LES UTILISATEURS DE DONNEES ET POUR QUEL BUT ?

Les utilisateurs de données sont surtout des chercheurs ou des étudiants, dans le cadre des études socio-économiques qui ont besoin d'informations pour soutenir leur analyse. Outre le public universitaire, les décideurs tant politiques que commerciaux ont recours aux données mais de façon sporadique. Les Consultants ou experts internationaux dans le cadre des études qu'ils font sur le Bénin ne manquent pas d'avoir recours aux données statistiques. Mais très peu sont attentifs pour contribuer à améliorer la qualité des données disponibles beaucoup préférant se contenter de l'information pouvant leur être fournie. Par contre certains organismes internationaux ou régionaux sont plus sensibles, il s'agit en général de décideurs dont les décisions sont plus tributaires des agrégats macro-économiques.

Toutefois après la période des années 90 caractérisée par un désintérêt pour les problèmes statistiques, on sent un regain d'intérêt actuellement. Pour le Bénin, la BAD a contribué à achever la bâtiment abritant l'INSAE et s'apprête à aider à l'équipement du réseau informatique auquel un projet de la Banque Mondiale a apporté un appui à travers le projet d'Appui à la Gestion de l'Économie (PAGE). Par contre l'Union Européenne a eu des actions mitigées, en recul par rapport à son intérêt passé pour soutenir les activités statistiques au Bénin. Le système des Nations-Unies en général intervient selon ses centres d'intérêt de façon ad'hoc, ce qui n'est pas de nature à renforcer le système statistique national.

G. COMMENT LE PROCESSUS D'ELABORATION DES CADRES STRATEGIQUES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE CONTRIBUE T- IL AU DEVELOPPEMENT DES CAPACITES STATISTIQUES ?

Il est peut être trop tôt de se poser une telle question ? Au Bénin la disposition d'informations pour le suivi de la pauvreté est liée à la dimension sociale du Développement qui a un tant soit peu modulé le système statistique par la mise en place d'un système virtuel d'observatoire du Changement Social. On espère que les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté permettra de renforcer le dispositif. Certains partenaires comme la DANIDA, le PNUD et la Banque Mondiale ont marqué leur intérêt dans ce sens.

H. COORDINATION DES ACTIVITES STATISTIQUES AUX NIVEAUX NATIONAL, SOUS-REGIONAL, REGIONAL ET INTERNATIONAL.

Le Bénin est membre d'AFRISTAT et essaie dans la mesure du possible de coordonner les activités statistiques nationales avec celles prévues dans la sous-région ou au niveau de l'Afrique ou au niveau international. Dans la mesure des moyens il prend part à toute initiative visant à renforcer la coordination des activités statistiques, et essaie d'appliquer les recommandations et normes internationales en la matière.

I. DOMAINES PRIORITAIRES AU NIVEAU NATIONAL ET BESOINS.

La priorité est de faire en sorte que l'information statistique disponible soit organisée en base de données pour le Développement Humain Durable, pouvant être mise à jour à l'aide d'un réseau informatique reliant tout le système statistique national, tout en poursuivant l'effort de production statistique qui devra gagner en précision et fiabilité. Les statistiques sectorielles surtout dans les secteurs sociaux devront être améliorées et viser une plus large couverture des phénomènes sociaux. Le suivi de la réduction de la pauvreté conditionnera les indicateurs à élaborer.